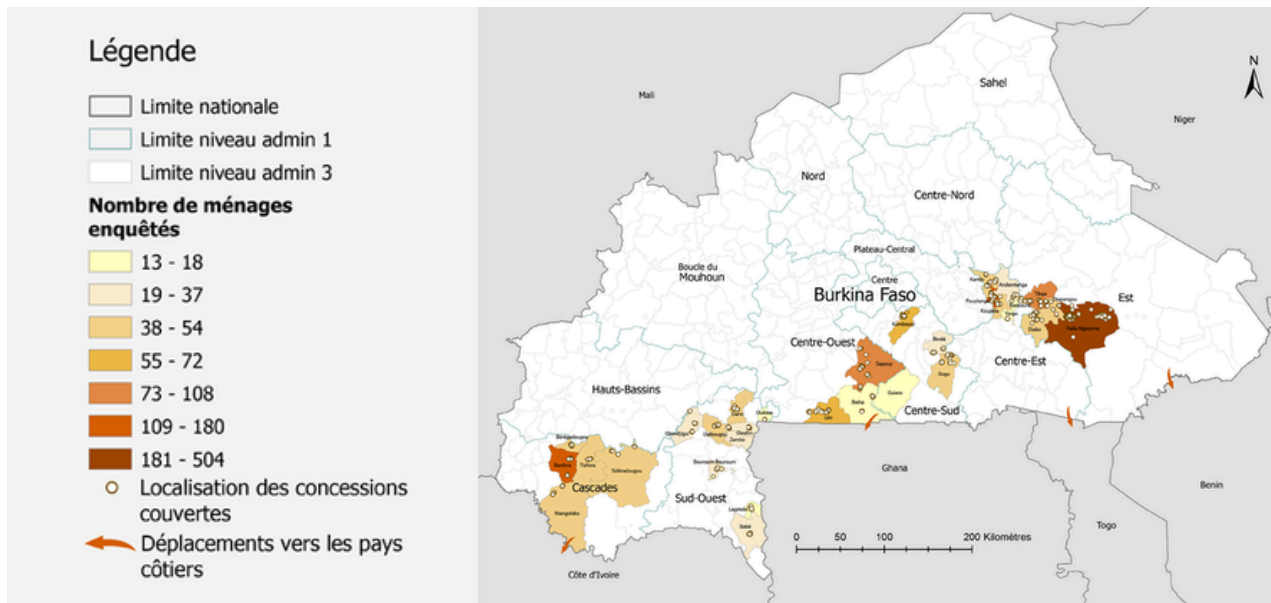


VIVRE ENTRE DÉPLACEMENT ET ACCUEIL : ÉTAT DES LIEUX AU BURKINA FASO, 2024

Comment vivent aujourd'hui les personnes déplacées internes (PDI) et les communautés d'accueil au Burkina Faso ? En 2024, une étude quantitative a été menée dans six régions frontalières du sud du pays, marquées par une forte présence de populations déplacées de force. Au-delà de ces territoires, les données issues de cette enquête socio-économique et de protection apportent un éclairage essentiel sur les **dynamiques de vulnérabilité et de résilience** à l'échelle nationale.

Le rapport qui en découle propose une lecture approfondie des résultats, articulée autour de trois thématiques clés : la pauvreté multidimensionnelle, l'insécurité alimentaire et les intentions de retour. Les conclusions sont le fruit d'une étroite collaboration entre le HCR et l'INSD, fondée sur une confiance mutuelle et un engagement insitutionnel fort.

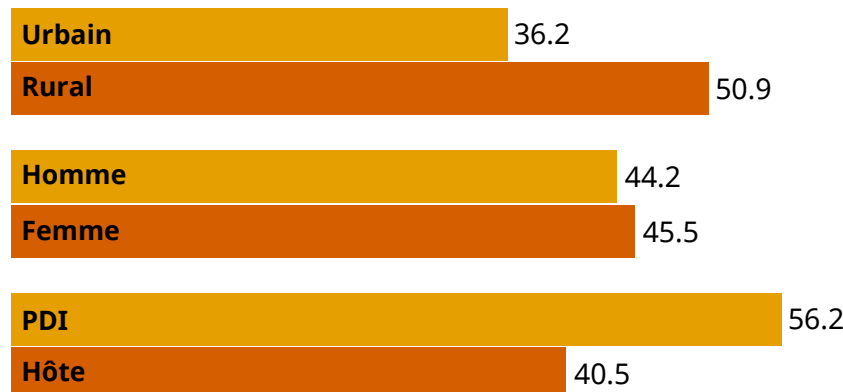


Couverture géographique de l'enquête

PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE

La pauvreté multidimensionnelle touche la majorité de la population enquêtée. Si son intensité varie peu selon le genre de la personne à la tête du ménage, elle présente des disparités marquées entre les **milieux ruraux et urbains**. L'écart le plus significatif s'observe entre les ménages PDI et les ménages des communautés hôtes. La pauvreté apparaît ainsi comme un déterminant ambivalent du retour : elle peut à la fois le motiver, en raison de l'incapacité à poursuivre la vie dans les zones d'accueil, et le freiner, du fait du manque de ressources nécessaires à la reconstruction dans les zones d'origine.

8 personnes sur 10 sont touchées par la pauvreté 



Graphique 1 : IPM par milieux, genres, et status

Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM):

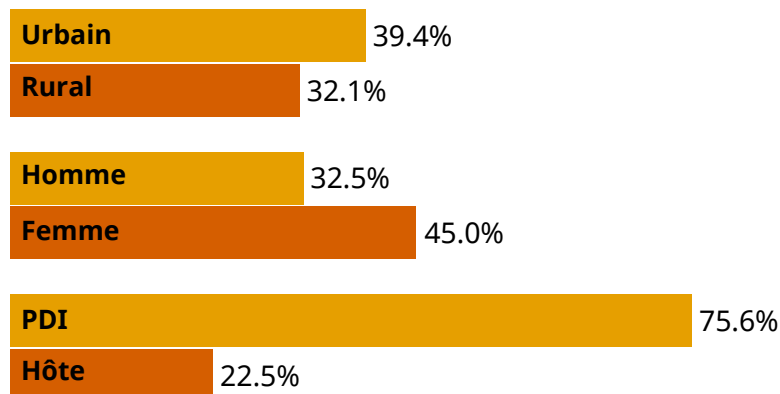
L'IPM est un outil qui permet de mesurer la pauvreté au-delà du seul revenu, en prenant en compte plusieurs dimensions des conditions de vie. Au Burkina Faso, il est calculé selon la méthode développée par Alkire et Foster (2011)* : plus la valeur de l'indice est élevée, plus la pauvreté est sévère.

*La méthodologie détaillée est présentée dans le rapport complet.



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Plus d'un tiers de la population enquêtée se trouve en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère. Pour y faire face, les ménages adoptent diverses **stratégies de subsistance**, notamment l'emprunt d'argent, l'utilisation de l'épargne disponible, ainsi que la réduction des dépenses consacrées à la santé et à l'éducation. Bien que certains mécanismes de protection sociale existent, (gratuité des soins pour les enfants et les femmes enceintes, cantines scolaires), les résultats soulignent la nécessité de renforcer et d'adapter les réponses programmatiques pour éviter l'érosion plus profonde des capacités de résilience.



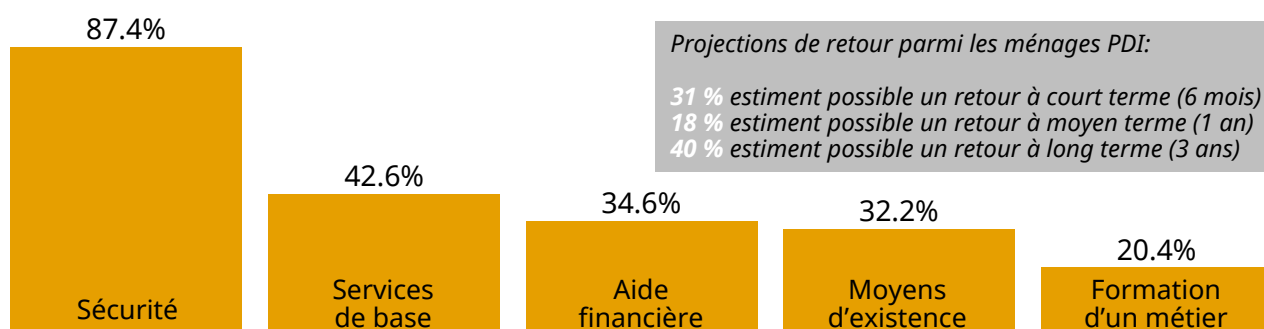
Graphique 2 : Niveau de insécurité alimentaire modérée et sévère

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active »

-
Sommet mondial de l'alimentation
(1996)

INTENTIONS ET CONDITIONS DE RETOUR

Au moment de l'enquête, les opinions exprimées par les ménages PDI à l'égard du retour étaient majoritairement défavorables. L'intention de retour apparaît en effet comme le résultat d'un **cumul de vulnérabilités socio-économiques et sécuritaires**. La réduction de ces vulnérabilités dans les zones d'origine constitue un levier essentiel pour favoriser des retours durables. Le retour est donc conditionné par plusieurs facteurs : l'amélioration perçue de la situation sécuritaire, la possibilité de récupérer les terres et les biens, le souhait de renouer avec un mode de vie agricole, ainsi que les pressions économiques dans les zones d'accueil (loyer, coût de la vie, dépendance).



Projections de retour parmi les ménages PDI:

31 % estiment possible un retour à court terme (6 mois)
18 % estiment possible un retour à moyen terme (1 an)
40 % estiment possible un retour à long terme (3 ans)

Graphique 3 : Les conditions principales à remplir pour un retour, selon les enquêtés

CONCLUSION

Les ménages PDI vivent dans des conditions nettement plus précaires que les ménages hôtes dans presque tous les domaines sociaux. Ces écarts sont encore plus marqués en matière de pauvreté multidimensionnelle et de sécurité alimentaire. Découvrez l'ensemble des conclusions détaillées dans le rapport complet.

Fondée sur une relation de confiance mutuelle et des objectifs partagés, cette enquête a été menée dans le cadre d'un partenariat étroit et fructueux entre le HCR et l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso. L'INSD a fait preuve d'un fort engagement institutionnel en mobilisant du personnel et des ressources dédiés, une collaboration qui a abouti à la signature d'un protocole d'accord visant à renforcer durablement les efforts conjoints.